

Extrait du CDURABLE.info l'essentiel du développement durable

<http://cdurable.info/Special-Achats-Responsables.html>

Lettre Infos 21 du Réseau des acteurs du développement
durable

Spécial Achats Responsables

- Humain - Contribution Sociale - Réseau des acteurs du DD -



Date de mise en ligne : mercredi 29 avril 2015

Copyright © CDURABLE.info l'essentiel du développement durable - Tous
droits réservés

Parmi les adhérents du Comité 21, l'exemple de ASEA, SUEZ environnement, du Jura, de la Métropole Angers-Loire, de la Ville de Niort, du GROUPE SOS et de VVF villages pour la POLITIQUE D'ACHATS RESPONSABLES, de la Région Ile de France, du Conseil général de l'Essonne, des villes de Saint-Avé et de Vallet en Vignes pour COMMANDE PUBLIQUE ET DEVELOPPEMENT DURABLE, de Veolia, la SNCF, la Ville de Besançon et l'Agence Française de Développement pour les SOLUTIONS INNOVANTES, Des Enjeux et Des Hommes, du Réseau Alliances et de la Plate-forme pour le commerce équitable pour INFORMATION - SENSIBILISATION - FORMATION.

Des exemples à retrouver juste après l'édito de Bachir Arouna, administrateur du Comité 21 et directeur développement, stratégies locales, prévisions et gestions des risques de la ville d'Enghien-les-Bains, intitulé "*L'achat responsable, une donne stratégique*"

FOCUS

L'achat responsable, une donne stratégique

[http://www.comite21.org/imgs/vignettes_actus/images-infos-21/2015/160---avril---achats-responsable/bachir-2.jpg]

Ce dossier spécial « *achat responsable* » du comité 21 offre un regard sur un concept en pleine évolution.

L'achat public responsable est un achat durable qui intègre des dispositions en faveur de la protection ou de la mise en valeur de l'environnement, du progrès social, tout en favorisant le développement économique.

Mais ce processus est-il toujours compatible à un environnement économique qui n'a jamais montré autant d'instabilité et de complexité ? Le local s'inscrit dans une économie mondialisée où les flux d'informations et de marchandises sont incessants, cela rend son contour difficile à délimiter.

La recherche de l'optimisation de ces flux sur toute la chaîne logistique, des fournisseurs au client final en passant par le producteur, nécessite alors plus de réactivité, d'agilité et d'efficacité.

Les défricheurs et acteurs de l'achat durable montrent qu'achat responsable et fournitures vertueuses sont compatibles.

C'est pour ce faire que pour les entreprises, pour l'état ou pour les collectivités publiques la gestion des achats se positionne comme une donne stratégique dont l'importance ira croissante de sorte que l'achat responsable sera davantage perçu comme un levier de performance obligeant à une capacité de gestion, d'anticipation et de réactivité dans un double objectif : l'efficacité comme la responsabilité sociale et sociétale.

Ainsi s'impose-t-il que l'achat responsable prenne en compte l'intérêt de l'ensemble des parties prenantes concernées par l'acte d'achat en permettant de réaliser des économies « intelligentes » au plus près du besoin et incitant à la sobriété en termes d'énergie et de ressources tout en intégrant les différentes étapes du marché et de la vie du produit ou de la prestation.

La prise de conscience par les entreprises de leur responsabilité sociale comme sociétale leur impose de dépasser le triptyque coûts-délais-qualité.

Le contexte réglementaire offre également une impulsion décisive.

Il en est ainsi de la nouvelle norme iso 20400 qui sera une référence pour la filière achat responsable et approvisionnement.

Ce dossier offre un panorama assez large des pratiques et innovations en cours.

Suez environnement veut faire des achats un véritable levier de création de valeur et de performance sociétale.

La SNCF mobilise ses fournisseurs et sous traitants.

Veolia favorise le recours au secteur du travail protégé et adapté.

Le groupe AFNOR s'engage dans les domaines au coeur de sa vocation : formation, information, audit de certification mais également la normalisation volontaire.

Les cabinets de conseil pointus comme ASEA, Des Enjeux et des Hommes contribuent à l'écriture d'une véritable politique d'achat vertueuse.

Les petites et les grandes collectivités comme les grandes associations mettent l'achat au coeur de leur stratégie de développement durable : Agence Française de développement, région Ile de France, départements du Jura et de l'Essonne, Angers-Loire métropole, villes de Besançon, Niort, Saint-Avé, Vallet, Groupe SOS, Plate-forme pour le commerce équitable, réseau Alliances, VVF villages.

L'achat public devient donc ce lieu clé de l'exemplarité de l'organisation !

Bachir Arouna, administrateur du Comité 21 et directeur développement, stratégies locales, prévisions et gestions des risques de la ville d'Enghien-les-Bains.

POLITIQUE D'ACHATS RESPONSABLES

ASEA

[http://www.comite21.org/imgs/vignettes_actus/images-infos-21/2015/160---avril---achats-responsable/logo-asea.jpg]

ASEA accompagne les organisations dans leur stratégie d'achats responsables

Le cabinet de conseil **ASEA**, spécialisé sur les achats responsables, accompagne les entreprises et les institutions dans leur démarche d'achats responsables : comment faire des économies intelligentes, être performant dans la durée, réfléchir en coût global et créer de la valeur à long terme.

Asea contribue activement au think tank de l'ObsAR, novateur en terme d'outils et de bonnes pratiques.

Un achat ne peut pas être responsable si l'acheteur n'entretient pas de relation responsable avec ses fournisseurs.

Asea a été agréé cabinet conseil et formation sur le Label Relations Fournisseur Responsables, délivré par l'Etat.

Concrètement, Asea a formé plus de 400 acheteurs du groupe **La Poste** pour développer leurs achats solidaires auprès du secteur protégé et adapté.

Par ailleurs, le cabinet représente la France dans les délégations internationales pour les travaux d'élaboration de la future norme internationale sur les achats responsables ISO 20400 destinée au top management et aux opérationnels du processus achat.

Cette norme permettra aux acheteurs publics et privés de mieux maîtriser leurs risques sur toute leur chaîne de valeur (filiales et fournisseurs).

▶ [Pour en savoir plus](#)

▶ Annie Sorel - asorel@ecoachats.com

SUEZ environnement

[http://www.comite21.org/imgs/vignettes_actus/images-infos-21/2015/160---avril---achats-responsable/adherents/suez-environnement.jpg]

Faire des achats un véritable levier de création de valeur et de performance sociétale

SUEZ environnement structure une démarche de performance achats responsables.

L'objectif : faire des achats un axe de différenciation intégré dans la stratégie du Groupe, contributeur de performance économique et commerciale mais également acteur de la dynamisation des territoires.

L'ancrage territorial est un enjeu majeur pour un opérateur de services locaux de gestion de l'eau et valorisation des déchets ; cela se traduit de fait dans la politique achats du Groupe à travers le soutien au développement des PME et des acteurs du tissu local.

Suez environnement travaille notamment avec « Le laboratoire régional des partenariats », émanation de l'association Alsace Active.

Grâce à sa connaissance des réseaux locaux, cette structure favorise la mise en relation avec des entreprises du secteur adapté et protégé ou des entreprises d'insertion.

Le Laboratoire régional des partenariats joue le rôle de « facilitateur », en effectuant, à partir d'un besoin opérationnel exprimé, une présélection de structures capables d'y apporter des solutions, mais aussi un accompagnement dans la concrétisation de projets.

► [Pour en savoir plus](#)

► Séverine Deck - severine.deck@suez-env.com et Aurore Guilbert - aurore.guilbert@suez-env.com

Jura

[http://www.comite21.org/imgs/vignettes_actus/images-infos-21/2015/160---avril---achats-responsable/adherents/jura.jpg]

Le Jura inscrit les achats dans une stratégie de développement durable

S'inscrivant notamment dans une stratégie achats et dans une démarche globale de développement durable, **le Conseil général du Jura** met en place trois actions concernant l'achat durable.

Le Département organise des formations « achats » afin de sensibiliser à la bonne gestion des deniers publics, et de transmettre les clefs pour mieux intégrer les enjeux sociaux, économiques et environnementaux de l'acte d'achat.

En 2015, le Jura co-construit des outils pour permettre la fluidité dans la transmission des informations concernant le développement durable entre les acteurs de la commande publique.

Il engage aussi les services « achat public » et « marchés publics » pour accompagner les acheteurs de la collectivité.

Parmi les démarches actuelles de prise en compte du développement durable dans les marchés, le Jura dématérialise ses commandes de fournitures de bureau et fait l'achat de véhicules propres.

Il attribue le marché de nettoyage des locaux en fonction de la démarche RSE et choisit des matériaux bio-sourcés (d'origine naturelle) pour la construction de la crèche départementale, un bâtiment à ossature bois exemplaire et responsable.

► Anne Lacroix - anne.lacroix@cg39.fr

Métropole Angers-Loire

[http://www.comite21.org/imgs/vignettes_actus/images-infos-21/2015/160---avril---achats-responsable/adherents/angers.jpg]

Une politique d'achats responsables dynamique à Angers

Convaincues de l'enjeu durable que constituent les achats publics, la **Métropole Angers-Loire** ainsi que la ville d'**Angers** ont déployé une politique forte pour la mise en oeuvre d'achats responsables.

Pour accompagner les acheteurs, la nouvelle planification pluriannuelle des achats de fournitures et services,

récemment communiquée en interne et aux 33 communes d'Angers Loire Métropole fait apparaître pour la première fois les leviers possibles d'achat durable sur chaque pilier du développement durable.

Cette dynamique est facilitée par un travail au sein du Réseau Grand Ouest continu : hier sur la thématique « DD et Prestations intellectuelles », aujourd'hui sur la thématique des « lots réservés et marchés d'insertion », demain avec la mise à jour du livrable sur « le bio dans la restauration collective ».

Et pour soutenir la cohésion sociale du territoire et la solidarité à travers un développement économique durable, le recours à la clause d'insertion professionnelle est systématique dans les marchés de travaux sauf cas exceptionnels, et est en cours d'élargissement à de nouvelles familles d'achat et à de nouveaux publics cibles.

► [Pour en savoir plus](#)

► Myriam Boussin - Myriam.Boussin@angersloiremetropole.fr

Ville de Niort

[http://www.comite21.org/imgs/vignettes_actus/images-infos-21/2015/160---avril---achats-responsable/adherents/nior t.jpg]

L'élaboration concertée du référentiel des achats responsables niortais

Dans le cadre du travail du Comité partenarial pour le développement durable à Niort (COPART), issu de la démarche de l'Agenda 21 de la **ville de Niort**, un groupe de travail sur les achats responsables a été monté à l'initiative de la Chambre de commerce et d'industrie-CCI.

Les membres de ce groupe ont choisi de mener une réflexion globale sur leurs pratiques d'achats responsables afin d'élaborer et partager un référentiel de critères et de préconisations sur une famille d'achat.

Une consultation auprès des partenaires a été réalisée pour déterminer le type de marché sur lequel ils souhaitaient travailler.

C'est la famille impression/reprographie qui a été retenue.

Dix partenaires ont alors mandaté leurs acheteurs pour échanger sur leurs pratiques d'achats et élaborer un référentiel d'achats responsables concernant la famille des achats de l'impression/reprographie.

Celui-ci étant désormais finalisé, il devrait être relayé par les partenaires au sein des structures du territoire et une réunion de présentation doit être organisée par la CCI à l'attention des entreprises concernées.

► Sophie Breton - Sophie.BRETON@mairie-niort.fr

GROUPE SOS

[http://www.comite21.org/imgs/vignettes_actus/images-infos-21/2015/160---avril---achats-responsable/adherents/sos.jpg]

Les achats responsables, un enjeu majeur au GROUPE SOS

Engagé depuis des années dans une démarche de développement durable, le **GROUPE SOS** a fait des achats responsables l'un des axes majeurs de sa politique.

Les fonctions achats et développement durable y sont en effet réunies au sein d'une même direction, afin d'éviter des divergences d'objectifs.

Particularité : c'est même la fonction développement durable qui a été à l'origine de la création d'une fonction achats centrale, tant les liens entre les deux sujets semblent évidents.

Ainsi, les familles achats mutualisées et massifiées au niveau du groupe donnent toutes lieu à une réflexion en matière de développement durable, aboutissant à l'intégration de critères précis dans les cahiers des charges.

Cette approche donne des résultats concrets avec la réduction massive des consommations de carburant et des

émissions de CO2 des véhicules (moins 18% en 2013), l'utilisation de produits d'entretien issus de la chimie végétale dans plusieurs dizaines d'établissements sociaux et médico-sociaux, l'achat de fournitures de bureau éco-conçues (dont l'intégralité du papier utilisé par les structures du groupe) et la maximisation du recours au secteur adapté et protégé.

► [Pour en savoir plus](#)

► Yann Auger - yann.auger@groupe-sos.org

VVF villages

[http://www.comite21.org/imgs/vignettes_actus/images-infos-21/2015/160---avril---achats-responsable/adherents/vvf.jpg]

VVF villages mobilise son réseau sur les achats responsables

VVF villages est en cours d'éco-labellisation de ses infrastructures touristiques.

Ce label européen, très exigeant au niveau des critères d'attribution et de son maintien, nécessite donc une approche bien spécifique, notamment en termes d'achats.

Les villages concernés s'engage, entre autres, dans un travail sur les packagings alimentaires avec des tests sur des emballages pique-niques 100% compostables, à base de fibres végétales et papier et le choix de fournisseurs locaux pour tous les villages avec restaurant afin de favoriser le circuit court.

Par ailleurs, l'équipe « achats » demande systématiquement aux fournisseurs de renseigner un questionnaire développement durable pour s'assurer qu'ils partagent les mêmes préoccupations RSE que VVF villages.

L'ensemble du réseau travaille également avec de nombreux prestataires locaux comme l'ESAT en blanchisserie et entretien des espaces verts.

Au-delà de la démarche d'éco labellisation des villages, et pour répondre à la démarche RSE de VVF villages, ces bonnes mesures pour le développement durable ont pour vocation d'être autant que possible dupliquées sur un maximum de sites.

► Delphine Joannet - djoannet@vfvillages.fr

COMMANDE PUBLIQUE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Région Ile de France

[http://www.comite21.org/imgs/vignettes_actus/images-infos-21/2015/160---avril---achats-responsable/adherents/ile-de-france.jpg]

Commande publique responsable, une démarche aboutie de la région Ile de France

La **région Ile de France** est engagée formellement depuis fin 2012 dans une démarche d'approfondissement de sa responsabilité sociétale.

Elle a été évaluée au niveau « Confirmé » par l'**AFNOR**, niveau correspondant au 3ème sur les 4 que compte le référentiel AFAQ 26000.

La fonction achat apparait comme l'un des leviers d'intégration de la responsabilité sociétale dans l'organisation.

La politique d'achats s'impose comme la démarche de responsabilité sociétale la plus aboutie et la plus concrètement déployée.

La transposition dans les pratiques s'est faite avec rigueur et méthode en prenant en compte l'évolution réglementaire du code des marchés.

Le principal document est le Mémento de la commande publique responsable.

En effet, il constitue l'outil d'évaluation annuelle de la fonction achat régionale.

Il permet de mesurer l'efficacité et la performance de l'activité commande publique régionale au regard des objectifs fixés.

Par ailleurs, la Région s'est engagée, auprès de l'AFNOR, à contribuer à la rédaction d'une norme internationale ISO 20400 sur les achats responsables.

Ce projet de norme internationale « sustainable procurement » sera finalisé en juin 2015 en vue d'être soumis à une concertation générale.

Les prochaines étapes dont l'adoption d'un schéma de promotion des achats responsables notamment viendront enrichir le Mémento.

► Fleur Jourdan - region.responsable@iledefrance.fr

Conseil général de l'Essonne

[http://www.comite21.org/imgs/vignettes_actus/images-infos-21/2015/160---avril---achats-responsable/adherents/essonne.jpg]

La commande publique de l'Essonne, levier pour favoriser l'emploi

Depuis 2012, le **Conseil général de l'Essonne** a choisi de relancer sa politique d'insertion de clauses sociales dans les marchés publics.

Cette mesure permet d'utiliser la commande publique comme un levier pour favoriser l'insertion des personnes éloignées de l'emploi par l'activité économique (allocataires du RSA, chômeurs de longue durée, jeunes sans qualification...).

Au 1er semestre 2014, 256 personnes ont ainsi bénéficié de ces contrats (511 depuis 2012).

Parmi elles, plus de la moitié avaient abandonné leur scolarité au collège.

85% étaient bénéficiaires du RSA ou chômeurs de longue durée au moment de l'embauche.

Nécessitant une main d'oeuvre conséquente, les marchés de travaux et de services d'un montant excédant 90 000 euros, d'une durée supérieure à 3-4 mois, sont privilégiés.

Le dispositif est désormais décliné pour des prestations intellectuelles comme la maîtrise d'oeuvre en amont des travaux, pour toucher d'autres publics plus formés et féminisés.

En contact direct avec les personnes en insertion sur les territoires, les 4 PLIE essonnien (plans locaux pour l'insertion et l'emploi) assurent le lien entre entreprises et candidats dans la mise en place des clauses sociales.

Les facilitateurs des PLIE rencontrent régulièrement salariés et entreprises pour faire le point.

En fonction de chaque situation, des formations, internes ou externes, peuvent compléter l'expérience sur le terrain.

Avec 154 marchés « clausés » depuis 2012, soit 1 422 semaines de travail déjà réalisées, le Conseil général atteint désormais un taux de « socio responsabilité » de 31% dans ses marchés publics.

► [Pour en savoir plus](#)

► Carole Turbelin - cturbelin@cg91.fr

Ville de Saint-Avé

[http://www.comite21.org/imgs/vignettes_actus/images-infos-21/2015/160---avril---achats-responsable/adherents/saint-ave.jpg]

Marchés publics et action sociale : agir pour la bonne clause à Saint-Avé

Au regard de ses engagements en faveur de l'emploi et de l'insertion, la **ville de Saint-Avé** introduit désormais des clauses d'insertion sociale dans les marchés publics susceptibles d'en contenir.

L'objectif : permettre à des demandeurs d'emploi d'exercer une activité professionnelle ponctuelle, tremplin vers un emploi durable.

À travers son Agenda 21, la Ville s'engage à développer les activités économiques pourvoyeuses d'emploi.

Un objectif qui va de pair avec la notion de développement durable intégrée au code des marchés publics.

C'est dans ce sens que Saint-Avé s'est engagée à intégrer des clauses sociales dans certains marchés conclus avec des entreprises.

Elle assume ainsi pleinement son rôle d'animatrice de la vie socioéconomique du territoire, en imposant cette contrainte aux prestataires.

En effet, cette clause s'avère être une réelle opportunité pour l'entreprise de contribuer à l'insertion dans l'emploi.

Quelle que soit l'issue, l'expérience est positive pour les personnes employées car elles acquièrent un savoir-faire tout en se rapprochant du marché du travail.

Accompagnée par le Conseil général du Morbihan et l'Union européenne, la Ville s'est lancée dans la démarche en 2012.

Depuis, près de 4 000 heures ont déjà été effectuées dans le cadre de 9 opérations d'aménagement urbain, correspondant à 21 marchés publics.

▶ Christelle Lanoé - christelle.lanoé@saint-ave.fr

Ville de Vallet en Vignes

[http://www.comite21.org/imgs/vignettes_actus/images-infos-21/2015/160---avril---achats-responsable/adherents/vallet.jpg]

Commande publique « solidaire » pour les élections départementales à Vallet en Vignes

La **ville de Vallet en Vignes**, en tant que chef-lieu de canton, a été en charge de l'organisation des scrutins du 22 et 29 mars dernier.

Face au nombre élevé d'électeurs (32 727), la Ville a fait appel à une entreprise locale de routage (ARTICOM) et a imposé dans son marché des clauses d'insertion sociale.

Ce qui a permis ainsi à un public éloigné de l'emploi d'effectuer cette mise sous pli électorale.

276 heures d'insertion ont été réalisées pour le seul canton de Vallet en lien avec l'entreprise d'insertion locale SEMES.

ARTICOM a été retenue par d'autres chefs-lieux de canton du Vignoble pour la même prestation.

Ce sont donc au final, près de 586 heures d'insertion, soit 21 personnes sous contrat domiciliées à Vallet et sur la Communauté de communes de Vallet qui ont bénéficié du dispositif de soutien à l'emploi local.

▶ Sophie Raoul - sraoul@vallet.fr

SOLUTIONS INNOVANTES

Veolia

[http://www.comite21.org/imgs/vignettes_actus/images-infos-21/2015/160---avril---achats-responsable/adherents/veolia.jpg]

Veolia favorise le recours au secteur du travail protégé et adapté

En 2013, dans le cadre du partenariat des activités Eau de **Veolia** en France avec le [réseau Gesat](#) et en collaboration avec la mission handicap de l'activité Eau en France, la direction achats du Groupe s'est engagée dans une démarche favorisant le recours au secteur du travail protégé et adapté.

Cela concerne notamment des catégories d'achats cibles : collecte et traitement des déchets, gestion et administration, logistique/transports, prestations traiteurs, sous-traitance industrielle...

Afin de sensibiliser et encourager les demandeurs d'achats à soutenir l'emploi des travailleurs en situation de handicap, un nouveau programme de formation d'une demi-journée a été développé.

Il a pour objectif de présenter un cadre méthodologique pour créer des partenariats gagnant-gagnant avec les prestataires de ce secteur.

Par ailleurs, la fonction achats met à disposition des approvisionneurs et demandeurs d'achats un annuaire répertoriant des informations utiles telles que des listes de fournisseurs par région et la typologie des prestations proposées.

Pour l'exercice 2014, la dépense achats hors taxes, enregistrée auprès du secteur du travail protégé et adapté, s'élève à 6 millions d'euros pour le périmètre France.

▶ [Pour en savoir plus](#)

▶ Nathalie De-Lataillade - nathalie.de-lataillade@veolia.com

SNCF

[http://www.comite21.org/imgs/vignettes_actus/images-infos-21/2015/160---avril---achats-responsable/adherents/sncf.jpg]

La SNCF mobilise fournisseurs et grandes entreprises ferroviaires

SNCF est engagée depuis plusieurs années dans une politique d'achats responsables ambitieuse.

La maîtrise des impacts et des risques liés à son activité sur un périmètre élargi à ses fournisseurs et sous traitants est un de ses piliers.

En impliquant ses fournisseurs, l'entreprise entend faire progresser leur performance RSE au travers d'une démarche d'amélioration continue, basée sur l'évaluation des fournisseurs à risques et la mise en oeuvre de plans d'actions correctifs.

Sur près de 300 fournisseurs évalués (par Ecovadis), 71% d'entre eux présentent un niveau de risque RSE « maîtrisé » et ils sont 79% à avoir progressé entre leurs deux dernières évaluations.

Pour mobiliser plus largement les acteurs de la filière ferroviaire, SNCF est l'un des membres fondateurs de Railponsible, une initiative entre plusieurs grandes entreprises ferroviaires européennes dont l'objectif est d'améliorer progressivement la performance RSE sur toute la supply Chain au travers d'une démarche d'achats responsables.

Pour cela, Railponsible entend favoriser le partage de bonnes pratiques et promouvoir une vision et des outils d'évaluation communs, pour une plus grande efficacité au sein de l'industrie ferroviaire.

Le lancement officiel a eu lieu le 4 mars 2015 à Utrecht et une première campagne d'évaluation sera bientôt lancée par ses membres en partenariat avec Ecovadis.

▶ [Pour en savoir plus](#) - Christian Dubost - christian.dubost@sncf.fr

Ville de Besançon

[http://www.comite21.org/imgs/vignettes_actus/images-infos-21/2015/160---avril---achats-responsable/adherents/besancon.jpg]

Une économie solidaire pour la collecte des papiers et cartons à Besançon

Fin 2014, la **ville de Besançon** a réservé un lot spécifique pour le ramassage des papiers et cartons de son centre administratif, dans son marché de Déchets Industriels Banaux.

Ce lot, faisant référence à l'article 15 du code des marchés publics, réservait le marché à des structures accueillant des travailleurs handicapés.

C'est l'ESAT Solidarité Doubs Handicap qui a obtenu le marché.

Ceci permet de valoriser le travail de personnes handicapées d'une structure de l'agglomération bisontine.

Les papiers et cartons de la Ville sont ramassés deux fois par mois dans des caisses mises à dispositions par l'ESAT et sont acheminés dans ses locaux en périphérie de la Ville.

Après un tri par les travailleurs handicapés pour une meilleure valorisation, les recyclables sont acheminés vers la papeterie de Novillars à quelques kilomètres de là.

Quatre travailleurs handicapés sont mobilisés pour ce travail.

Sur un mois, ce sont 3 tonnes de papier et 150 kg de cartons qui sont collectés et valorisés de cette façon.

L'étude de définition des besoins et la connaissance des acteurs locaux ont permis de rédiger ce marché pour permettre à une structure de travailleurs handicapés d'y répondre tout en satisfaisant les besoins spécifiques de la collectivité.

▶ Rokaya Toubale - rokaya.toubale@besancon.fr

Agence Française de Développement

[http://www.comite21.org/imgs/vignettes_actus/images-infos-21/2015/160---avril---achats-responsable/adherents/afd.jpg]

AFD : des achats innovants et solidaires pour financer le micro-crédit

L'**Agence Française de Développement** réinvente la gestion de ses achats et adopte une politique novatrice : pour la première fois en France, les économies réalisées grâce à la modernisation de ses processus Achats permettront de développer le micro-crédit dans le monde.

La Responsabilité sociale à l'AFD n'est pas une abstraction : elle s'incarne dans tous les services, et inspire des pratiques innovantes.

C'est ainsi que l'AFD a décidé d'aller plus loin dans sa logique d'achats solidaires en affectant un pourcentage des gains annuels réalisés, grâce à l'optimisation de ses processus Achats, à des projets de micro-crédit.

Cette opération s'appuie sur un partenariat avec une PME solidaire et innovante française, Babyloan.

Les projets financés grâce à cette approche sont situés dans les pays où l'AFD intervient, en Afrique, dans le pourtour méditerranéen, en Asie et en Amérique latine.

L'objectif premier est de financer des projets de micro-entrepreneurs au Sud ayant des impacts directs de réduction de la pauvreté et de soutien à l'économie.

Il est aussi d'inciter d'autres entreprises ou institutions à reprendre cette initiative à leur compte, de façon à multiplier ses impacts.

▶ [Pour en savoir plus](#)

▶ Géraldine Massuelle - massuelleg@afd.fr

INFORMATION - SENSIBILISATION - FORMATION

Des Enjeux et Des Hommes

[http://www.comite21.org/imgs/vignettes_actus/images-infos-21/2015/160---avril---achats-responsable/adherents/enj-eux-et-les-hommes.jpg]

Organiser des trophées pour valoriser les meilleures pratiques d'achats responsables : le cas RATP

Dans le cadre de sa politique d'achats responsables, la RATP, accompagnée par le **cabinet Des Enjeux et Des Hommes**, a organisé les « *Trophées RATP des achats responsables* » et a ainsi récompensé les meilleures pratiques de l'entreprise.

L'événement a connu un succès important puisque 17 équipes, composées d'acheteurs et de prescripteurs, représentant l'ensemble des départements acheteurs, ont présenté un dossier de candidature.

Parmi eux, 11 projets ont été sélectionnés et défendus devant un jury mixte réunissant des représentants de la RATP et des personnalités extérieures.

Lors de la convention annuelle des acheteurs, c'est finalement 4 dossiers qui ont été primés à travers la remise des prix par le Président pour les 3 catégories suivantes : environnement, achats solidaires et relation fournisseurs.

L'organisation de cet événement a permis de remplir les objectifs de diffusion et de stimulation de la démarche achats responsables par la mise en valeur des équipes d'acheteurs et de prescripteurs et par le partage de bonnes pratiques ».

▶ [Pour en savoir plus](#)

▶ Clémence Fenaert - clemencefenaert@desenjeuxetdeshommes.com

Réseau Alliances

[http://www.comite21.org/imgs/vignettes_actus/images-infos-21/2015/160---avril---achats-responsable/adherents/alliances.jpg]

Le Réseau Alliances intègre la RSE dans la stratégie achats de l'entreprise

Le **Réseau Alliances** a pour mission d'impulser une économie plus responsable en accompagnant les entreprises pour qu'elles améliorent leur performance économique tout en respectant l'Homme et l'Environnement.

Les achats responsables sont un axe de travail stratégique pour les entreprises.

Le Réseau les amène à réfléchir, travailler et progresser dans leurs pratiques en intégrant la RSE au coeur de leurs pratiques achats.

Plusieurs outils et formats ont été développés : des ateliers d'échange de bonnes pratiques, des conférences et des webinars avec des témoignages de démarches concrètes.

Le réseau Alliances propose également des modules de formation et un moteur de recherche de bonnes pratiques (www.BipiZ.org).

Chaque année, le réseau organise un évènement international, le Forum Mondial de l'Economie Responsable (www.worldforum-lille.org).

▶ [Pour en savoir plus](#)

▶ Pauline Paquier - ppaquier@reseau-alliances.org

Plate-forme pour le commerce équitable

[http://www.comite21.org/imgs/vignettes_actus/images-infos-21/2015/160---avril---achats-responsable/adherents/commerce-équitable.jpg]

Un guide international des labels de commerce équitable

Fruit de la collaboration entre la **Plate-forme pour le commerce équitable** (principal collectif français de concertation et de représentation des acteurs de commerce équitable en France), Fair World Project (association de consommateurs américaine) et FairNESS France et Royaume-Uni (réseaux de recherche académique sur le

commerce équitable), le « *Guide international des labels de commerce équitable* » vise à clarifier les garanties apportées par les différents labels pour faciliter les pratiques d'achats responsables.

Dans un souci de lisibilité, ce guide analyse le contenu des cahiers des charges et des modalités de contrôle de huit labels se revendiquant du commerce équitable et les compare avec les exigences de cinq labels de développement durable souvent confondus avec les labels de commerce équitable.

Il s'agit d'un véritable outil permettant aux professionnels et aux consommateurs d'évaluer chaque label, de mieux comprendre leurs spécificités et ainsi de favoriser l'intégration de l'équitable dans les pratiques d'achats professionnels.

▶ [Pour en savoir plus](#)

▶ Samuel Frois - frois@commerceequitable.org

Post-scriptum :



132 rue de Rivoli - 75001 Paris

tél. : 01 55 34 75 21 - fax : 01 55 34 75 20

Contact : [Christine Delhaye](#)

▶ [Site internet du Comité 21](#)